

**Andrée**



**Ferretti**

### ***Notice biographique***

Née Bertrand, à Montréal, Andrée Bertrand-Ferretti est aujourd'hui bien connue dans les milieux politique et littéraire. Andrée Ferretti s'engage dans la lutte pour l'indépendance du Québec, au tout début des années 1960. Elle milite au sein du RIN (Rassemblement pour l'Indépendance Nationale) dont elle devient la vice-présidente nationale en 1967. Ciblée par le terrorisme de l'État canadien, elle fut emprisonnée pendant 51 jours, en 1970, à la suite de la Proclamation de la Loi sur les mesures de guerre. La Société St-Jean-Baptiste de Montréal la nomme Patriote de l'année en 1979.

Au début des années 1980, Andrée Ferretti se tourne résolument vers l'écriture. Elle est l'auteure de quelques essais politiques, de plusieurs récits et nouvelles et d'un roman, sans rupture toutefois avec le militantisme. Elle participe ainsi très activement à la campagne référendaire de 1995, en tant que présidente dans le comté de Brome-Missisquoi et en tant que membre du comité politique de l'Union des écrivain-es du Québec. Elle a prolongé son action politique par ses écrits, souvent polémiques, et a utilisé avec bonheur la fiction pour mettre en scène ses idées. Chez elle, l'œuvre n'existe qu'enracinée dans une lutte contre toute forme de domination. Auteure de plusieurs romans et, avec Gaston Miron, d'une anthologie des grands textes indépendantistes, elle a fait paraître en 1996 un pamphlet qui a causé bien des remous chez les péquistes.

#### **Andrée Ferretti, Porteuse d'eau se mouille devant le BAPE**

**08 décembre 1999 Texte dit devant le BAPE lors de la Commission sur la gestion de l'eau au Québec**

Eh bien, cher public, moi, je vais être plate. Ici, je ne suis pas une artiste, je suis une politique. Et ne vous en déplaise, monsieur Beauchamp, je serai un peu structurée. Alors, j'ai intitulé mon texte *"Pour la puissance des citoyens et des citoyennes contre le pouvoir occulte du capital mondialisé"*.

Comme l'anthropologie nous l'a bien démontré, les peuples primitifs du monde, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, ne sont pas pauvres, les biens dont ils ont nécessité ne sont pas rares et leur existence ne se borne pas à subsister, puisqu'ils ne consacrent en moyenne que 40 % du temps disponible pour satisfaire leurs besoins.

Ce n'est que lorsque les possibilités productives se multiplient qu'apparaissent la richesse et la pauvreté, pour la simple raison que la minorité qui s'empare de la propriété ou du contrôle des moyens de production, s'approprie dans le même souffle les richesses produites et les font dès lors paraître "naturellement" rares.

Ce qui prouve qu'il n'y a pas de destin tragique de l'humanité, qu'il n'y a que des drames historiques

Donc, en principe, évitables.

Il suffirait de voir venir et de prendre aussitôt les moyens appropriés à l'enrayage de la catastrophe appréhendée.

Malheureusement, ceux qui gouvernent le monde, ici comme ailleurs, qu'ils exercent officiellement le pouvoir ou qu'ils le contrôlent clandestinement dans ses officines, ont généralement la vue courte et la conscience à l'avenant.

D'où les dangers nombreux et permanents qui menacent plus ou moins gravement les sociétés, d'où l'absolue nécessité pour les citoyens et les citoyennes d'avoir l'oeil vigilant et la conscience aussi aiguisée que droite.

C'est ce sens de mon devoir d'intervention en regard d'une éventuelle pénurie mondiale d'eau qui m'a amenée à me parer du titre de porteuse d'eau et à en assumer quelques tâches, dont celle aujourd'hui de paraître devant vous, avec l'espoir que mon humble contribution attirera votre attention sur la nécessité, pour vous, d'élaborer des recommandations qui ne laisseront à notre gouvernement aucune possibilité d'échapper à sa responsabilité d'élaborer une politique et d'adopter des lois conséquentes qui garantiront au peuple québécois le plein exercice de sa souveraineté sur la propriété, la gestion, la protection, la conservation de ses immenses ressources hydriques, pour en jouir et pour les partager à sa manière avec les autres humains de la terre.

Anne, ma soeur Anne...?

Une pénurie d'eau, dis-tu ?

Tu exagères. Ils ne pourront quand même pas assécher la planète. Sais-tu seulement que le volume d'eau qu'elle contient s'élève à 1,34 milliard de kilomètres cubes ? Ils ne pourront quand même rendre rare une telle ressource, en se l'appropriant totalement

Oui, justement.

Ils ne pourront quand même pas assécher nos dizaines de milliers de lacs et de rivières, notre long et profond Saint-Laurent, sans que nos gouvernements, celui du Québec, en tout cas, interviennent.

Oh! oui, si nous, citoyens et citoyennes, ne nous mobilisons pas et ne nous organisons pas pour les en empêcher.

Oui, la pénurie d'eau est devenue l'inévitable problème politique qu'on doit se poser quand on se pose cet autre inévitable problème, celui de la vie.

Je prends pour acquis qu'il n'est nul besoin, ici, de rappeler que sans l'eau, la terre serait, comme tant d'autres, un astre mort; que sans l'eau, il n'y aurait pas d'humanité. Je prends pour acquis que, chacun sait que pour vivre et pour agir, les êtres humains ont toujours été, sont et seront toujours des consommateurs d'eau.

Ce qui sous-tend qu'en principe, nous sommes tous conscients, non seulement de l'importance de l'eau, mais de notre devoir d'en protéger les sources, d'en maintenir la quantité et la qualité.

Ce qui n'est évidemment pas le cas.

En réalité, particulièrement au Québec où ses réserves semblent inépuisables, l'eau se présente partout au monde, sauf dans les régions déjà désertiques, non comme une denrée précieuse, mais comme un élément familier de la vie quotidienne dont on n'a pas à se soucier.

Ce qui pourrait s'avérer fondé, si les forces aveugles, cupides et stupides des marchés mondialisés ne voyaient dans l'exploitation de la ressource le nouvel Eldorad'EAU - comme le dit si bien Hélène Pedneault - de leur enrichissement.

En effet, les disponibilités hydriques naturelles existent encore, heureusement, en quantité et qualité suffisantes pour assurer une répartition et une utilisation adéquates aux besoins des populations. Même si, avec la croissance démographique et l'augmentation conséquente des besoins alimentaires, agricoles, urbains et industriels, la marge excédentaire entre ressources et besoins ne cessent de diminuer, l'ensemble des sociétés pourrait faire face à leurs problèmes d'approvisionnement et de distribution, si les États élaboraient et

appliquaient en ces matières des politiques rationnelles, rigoureuses et justes, des politiques responsables.

Mais, pour être responsable, il faut être libre.

Or, les États sont aujourd'hui les otages ligotés et bâillonnés de l'oligarchie capitaliste, oligarchie qui détient partout tous les pouvoirs de décision et qu'elle exerce pleinement, cachée derrière la façade de nos pseudo-démocraties, en fonction de ses seuls intérêts économiques.

Et il est près d'arriver, s'il n'est pas déjà là, le temps où les grands agglomérats industriels, faisant face à des difficultés critiques d'approvisionnement en énergie hydraulique, décideront de s'approprier, par gouvernement nationaux interposés, les richesses hydriques des pays qui en disposent encore abondamment.

Soyons certains qu'à cette fin, le Québec est, dans leur ligne de mire et de tir, le gibier le plus convoité. Soyons certains que le démembrement actuel de notre ministère de l'Environnement est le signe qu'ils ont atteint leur première cible. Soyons certains qu'ils n'en resteront pas là, jouissant de l'aval d'un gouvernement démissionnaire, qui n'a de cesse d'abolir lois, règlements et institutions en conflit avec leurs exigences de développement industriels et d'expansions commerciales, qui n'a de cesse de démanteler le Québec, pour le leur offrir pièce par pièce, afin de leur montrer qu'aussi provincial qu'il l'est, il peut être dans le coup de la mondialisation et en payer le coût. Et il se courbe avec d'autant plus de souplesse qu'il n'a qu'à refiler la facture aux citoyens et citoyennes.

"Et s'en vont, vont, vont" notre forêt boréale, nos ressources minières, nos nappes phréatiques, nos montagnes pour exploitation récréo-touristique, nos emplois, nos services publics, nos protections sociales et environnementales, notre langue et notre culture.

Qu'y puis-je ?

C'est le système , disons-nous tous.

Voilà bien l'effet le plus pervers des discours qui prolifèrent dans le monde entier et qui visent la lente mais sûre destruction des États et celle de tous les réseaux traditionnels de solidarité sociale, afin d'en arriver à l'atomisation complète des sociétés en individus isolés et impuissants, afin de lever rapidement et complètement les derniers obstacles au libre jeu des forces occultes du marché.

Et l'entreprise est en train de réussir. Il est de toute évidence temps de stopper cette mise en place d'un tel gouvernement mondial, par essence antidémocratique, puisque non seulement il ne répond d'aucun mandat populaire, mais qu'il exclut délibérément la

participation des sociétés civiles et de leur parlement.

Il est temps de stopper l'érosion grandissante et sans cesse accélérée de la souveraineté des citoyens et des citoyennes sur l'organisation de leur vie collective.

Et nous le pouvons. Si nous avons la lucidité, le courage et la ténacité de nous mobiliser et de nous organiser et de lutter.

En effet, bien que son pouvoir soit chaque jour davantage miné et affaibli, l'État, qu'il soit politiquement indépendant ou fédéré, demeure encore, partout dans le monde, le mode d'organisation de chaque société nationale. Et il appartient à la volonté et, à l'action de chacune que son État soit démocratique, c'est-à-dire que l'étendu de son pouvoir soit déterminée par la seule puissance des citoyens et des citoyennes qui la composent.

Autrement dit, en démocratie, la souveraineté des citoyens et des citoyennes constitue la seule puissance légitime qui a le droit de limiter le pouvoir de l'État, qui a le droit d'en subordonner la fonction politique à la satisfaction de ses besoins.

Et aujourd'hui plus que jamais, les citoyens et les citoyennes du monde ont non seulement le droit d'exercer leur puissance, mais ils en ont le devoir.

Particulièrement, lorsqu'il s'agit de la question primordiale, cette vitale de la gestion, de la protection et de la conservation du bassin hydrique mondial.

Or, pour nous, citoyens et citoyennes du Québec, qui possédons le territoire qui contient le plus gros volume d'eau douce du monde, le devoir d'intervention est absolu. Il nous incombe de forcer nos gouvernements non seulement à légiférer en fonction de nos décisions, mais à nous informer continuellement de l'évolution de la situation, afin que nous puissions décider en connaissance de cause des mesures à prendre en toutes circonstances.

Et je me permets, donc, même si ce n'est pas une vraie mémoire, de faire une recommandation.

En conséquence de quoi, je ne fais au BAPE qu'une seule recommandation, à inscrire en tête de toutes ses recommandations: que l'Assemblée nationale vote une loi qui contraindra l'actuel gouvernement, et ceux à venir, à fournir aux citoyens et citoyennes du Québec les moyens juridiques, scientifiques, techniques et financiers de s'organiser en mouvements de toutes sortes, y compris en parti politique, un, pour promouvoir et appliquer les meilleurs solutions, les plus justes et les plus efficaces, pour exploiter et répartir la totalité de la ressource; deux, pour lutter efficacement contre toutes tentatives des organisations transnationales d'appropriation et de gestion de nos eaux.

08 décembre 1999 Texte lu devant le BAPE lors de la Commission sur la gestion de l'eau au

Québec

